

# **MÉ MORANDUM**

## **ACTES D'AGRESSION DU RWANDA CONTRE LE BURUNDI**

## Table des Matières

- I. Introduction
- II. Burundi : cyclone des guerres fratricides et l'ombre du Rwanda
- III. Le « troisième mandat » comme prétexte
- IV. La crise burundaise : des schémas d'analyse endogènes incomplets
- V. Les formes de l'agression rwandaise
  - a. Agression armée
  - b. Campagne de médisance
- VI. Les origines et les raisons de l'agression rwandaise
- VII. La réponse du Burundi à l'agression rwandaise
- VIII. Conclusion

## I. INTRODUCTION

Dans ce Mémorandum, le Bureau chargé de la Communication à la Présidence de la République du Burundi démontre le rôle prépondérant du Rwanda dans la préparation, l'accompagnement et l'accomplissement des opérations de déstabilisation des institutions burundaises en vue d'opérer un changement de régime favorable, avant tout, aux intérêts idéologiques du FPR<sup>1</sup> et à d'autres intérêts géopolitiques et géostratégiques de certaines puissances occidentales, certes inavoués mais visibles. Comme partout ailleurs en Afrique, ce processus de déstabilisation du Burundi s'appuie sur un contexte socio-politique marqué par :

- \* les frustrations de la jeunesse urbaine, fortement touchée par le manque d'emploi et malléable aux manipulations politiciennes ;
- \* le mécontentement d'une partie de l'ancienne élite sociale qui digère peu la consolidation d'un modèle de gestion de la société burundaise basée sur la démocratie ;
- \* la mise à nue des responsabilités individuelles lors des différentes tragédies qui ont endeuillé le Burundi à travers la CVR<sup>2</sup> et la CNTB<sup>3</sup>, instruments qui interfèrent directement sur des intérêts vitaux de certains individus qui ont géré la chose publique depuis les années des indépendances, en passant par l'épuration ethnique, en 1965, 1969, le Génocide des Hutus de 1972 et la spoliation des citoyens forcés à l'exil.

Ce Mémorandum entend démontrer comment le principe de *neutralité* auquel adhère fortement le Burundi a été utilisé par le leadership militaire du Rwanda voisin pour planifier la mise à mort du « modèle consensuel » burundais issu des Accords d'Arusha signés en 2000 et de l'Accord de Cessez-le-feu global de 2003 qui ont défini une feuille de route dans le partage du pouvoir entre les composantes ethniques au Burundi (Hutu, Tutsi et Twa) dans l'administration politique et les forces de défense et de sécurité.

---

<sup>1</sup> Front Patriotique Rwandais – parti au pouvoir au Rwanda, leadership tutsi

<sup>2</sup> Commission Vérité et Réconciliation

<sup>3</sup> Commission Nationale Terres et autres Biens

## II. LE BURUNDI, CYCLONE DES GUERRES FRATRICIDES ET L'OMBRE DU RWANDA

Sans vouloir faire œuvre d'historien, nous pensons pourtant que pour mieux comprendre les événements actuels, un bref aperçu sur certains événements qui ont jonché l'histoire des deux pays voisins, le Burundi et le Rwanda, (qui partagent une même configuration socio-culturelle et une langue presque commune) ne serait pas de trop, car, l'actuelle agression rwandaise trouve ses racines dans les soubresauts du passé, à partir de 1959, « l'année-charnière » où l'avenir de ces pays s'est joué<sup>4</sup>.

En effet, en novembre 1959 il se produisit ce que Jean-Paul Harroy décrit comme « *la secousse déterminante* » de la révolution paysanne Hutu et la contre-révolution Tutsi, au Rwanda, « *laquelle devait, la Belgique aidant, aboutir à la disparition du monopole Tutsi*<sup>5</sup> ». Cette collision meurtrière entre Hutu et Tutsi au Rwanda fit plusieurs morts et des dizaines de milliers de réfugiés qui s'éparpillèrent dans la région, Hutu compris au Burundi. Plusieurs immigrés rwandais *Tutsi* s'établirent donc dans certaines régions du Burundi. En mairie de Bujumbura, certains quartiers furent littéralement envahis, comme au quartier alors appelé OCAF<sup>6</sup>, actuelle Ngagara, à Mutakura, à Cibitoke, à Nyakabiga et à Musaga. Ce n'est pas étonnant que ce soit ces mêmes quartiers, cinq (5) sur un total de 3002 collines du Burundi, qui soient les seuls à s'être soulevés en 2015. Encore qu'il faut souligner que ce n'était pas tous les habitants de ces quartiers qui participaient à cette insurrection, mais ils étaient pris en otage par des individus armés qui barricadaient les routes et menaçaient d'éliminer physiquement quiconque irait au travail ou enverrait son enfant à l'école.

Avant 1962, même si le Rwanda et le Burundi étaient asservis par un même colonisateur, la Belgique, n'empêche que rwandais et burundais se regardaient, à cette époque, en chiens de faïence, si l'on en croit toujours Jean-Paul Harroy qui décrit les difficultés qu'il a eu à organiser un match de football « *le premier de l'histoire* » entre les deux pays, le 8 février 1959 au Stade de Ngozi. Ce match se solda par un score sévère de 4 à 1 en faveur de l'équipe burundaise.<sup>7</sup>

A ce climat malsain et d'instabilité politico-sécuritaire et de difficile cohabitation entre les Hutu et les Tutsi des deux pays s'ajoute cette guéguerre que nous rapportent les historiens, entre le Prince Louis Rwagasore et un père blanc défroqué, Albert Maus, de la congrégation des

---

<sup>4</sup> Jean-Paul Harroy, *Burundi 1955 – 1962 Souvenirs d'un combattant d'une guerre perdue*, Hayez / Bruxelles, 1987, p.293

<sup>5</sup> *ibid.*

<sup>6</sup> Office des Cités Africaines

<sup>7</sup> Jean-Paul Harroy, *Burundi 1955 – 1962 Souvenirs d'un combattant d'une guerre perdue*, Hayez / Bruxelles, 1987, p.301

missionnaires, soupçonné de vouloir importer le modèle rwandais au Burundi. « *l'Urundi n'est pas le Ruanda* » écrira, à cette époque, le Prince Louis Rwagasore, héros de l'indépendance du Burundi, avant d'ajouter : « *je peux affirmer avec la force et la foi d'un homme convaincu, que le Burundi ne tombera pas dans le même piège que celui qui a été tendu au Rwanda<sup>88</sup>* » Maus s'opposait à l'indépendance immédiate du Burundi. A la victoire du parti Uprona, Albert Maus qui apprit la nouvelle étant dans les environs de Rumonge alla se pendre au bord du lac Tanganyika. Ce lieu touristique porte actuellement le nom de « Château Maus ».

Le Burundi ne sera pas pour autant épargné de confrontations aux allures d'épuration ethnique comme au Rwanda. Après l'assassinat du Prince Louis Rwagasore, en 1961 et l'indépendance du Burundi en juillet 1962, le Burundi connaîtra sa première crise ethnique six ans après celle du Rwanda, en 1965. Pratiquement toute l'année est animée d'événements qui font couler de l'encre, de la salive et du sang. Un coup d'état est opéré, dans le sang, le 15 janvier de cette année avec l'assassinat du Premier Ministre Pierre Ngendandumwe, un Hutu, abattu par M. Gonzales Muyenzi, un réfugié Tutsi rwandais qui travaillait à l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique. Le premier ministre sortait d'une Clinique où il était allé rendre visite à sa femme qui venait d'accoucher.

Les élections législatives du 10 mai 1965 consacrèrent la victoire du parti Uprona, encore une fois, mais les candidats Hutu de ce parti obtinrent plus de postes à l'Assemblée Nationale et au Sénat. Par conséquent, tous les trois membres des bureaux des deux chambres étaient Hutu. Cependant avec l'ombre des déchirures inter-ethniques qui planait à la fois sur le Burundi et le Rwanda ce fût difficile de maintenir la stabilité des institutions mises en place par les urnes. Quelques mois plus tard une tentative de Coup d'Etat ajouta de l'huile sur le feu et ce parlement fut dissout par le Roi et des massacres furent perpétrés à Kamenge, un quartier situé au nord de la capitale Bujumbura. On rapporte l'exécution de plus d'une centaine de Hutu.

En 1966 un autre Coup d'Etat qui cette fois-ci réussit dépose le Roi et la République est instaurée. Trois ans plus tard d'autres tueries contre les Hutu sont opérées mais n'atteindront le point culminant avec le Génocide de 1972 lorsque plusieurs centaines de milliers de burundais perdirent leur vie (*entre 3.000 et 5.000 Tutsi contre 200.000 à 300.000 Hutu*) tandis que plusieurs centaines de milliers de Hutu prirent le chemin de l'exil et s'établirent au Rwanda (à l'époque dirigé par un pouvoir entièrement Hutu),

---

<sup>88</sup> La Dépêche du Rwanda – Urundi n°431, du 18 décembre 1959

en Tanzanie et au Zaïre<sup>9</sup>. Ces citoyens burundais furent dépossédés de leurs propriétés foncières ainsi que de tous leurs biens matériels, y compris de l'argent en banque.

A partir de 2005, après les élections et suites aux mesures saluaires prises par le Président Nkurunziza, des centaines de milliers de réfugiés (un demi million) prennent le chemin du retour, y compris ceux qui avaient fui le pays quatre décennies durant, avec toute la problématique de réintégration que cela génère. Le Gouvernement du Burundi a pris le taureau par les cornes, aidé par ses partenaires, en essayant de trouver des solutions appropriées aux multiples problèmes ayant trait à la réintégration socio-économique des rapatriés. Les orphelins et veuves de la tragédie génocidaire de 1972 n'ont pas été oubliés. Le Gouvernement a lancé un vaste programme d'indemnisation et de régularisation en faveur des ayants droit, qui ont du patienter et endurer des souffrances sans nom quatre décennies durant.

Ce rétablissement de ces sinistrés dans leur droit n'était pas sans casse. Dès 2012 une farouche résistance contre la mise en œuvre des décisions de la CNTB a été observée surtout dans les quartiers Nyakabiga et Ngagara, anciens quartiers qui avaient accueilli plusieurs réfugiés rwandais et qui deviendront, en 2015, bastions de la résistance insurrectionnelle. Ce qui porta l'étiquette de « résistance contre le 3<sup>ème</sup> mandat » n'était en fait qu'une suite logique de l'insubordination qui y avait déjà élu domicile. Le reste n'était qu'un prétexte pour chasser du pouvoir le parti Cndd-Fdd et son gouvernement dans le but de faire perdurer la spoliation et l'injustice qui remontent au génocide de 1972.

---

<sup>9</sup> L'actuelle République Démocratique du Congo

### III. LE « TROISIEME MANDAT » COMME PRETEXTE

Le Burundi a organisé un processus électoral dans un climat de crise politico - sécuritaire majeure en 2015, avec des incidences sur tous les aspects de la vie nationale. Comme le reconnaît la CENI<sup>10</sup>, c'était dans « *un contexte de fragmentation de certaines formations politiques, de contestations politiques internes et de pesanteurs régionales et internationales* » mais qui, au finish, n'ont pas mis en échec ce processus qui a finalement été bien mené puisque toutes les institutions ont pu être mises en place<sup>11</sup>. Le succès de ce processus tenu dans ce contexte très particulier était en grande partie « *la soif de la population de voter pour renouveler les institutions dirigeantes du pays* », malgré l'appel de l'opposition au boycott, qui n'a pas été entendu, ni les tirs et jets de grenades pendant la nuit, à la veille de chaque élection, aux fins de dissuader la population à se rendre aux urnes.

Ce comportement de négation de l'accès au pouvoir par la voie des urnes a commencé au lendemain des élections communales de 2010 sur fond de prétextes de fraudes électorales. En ordre dispersé, l'opposition burundaise s'est présentée aux élections et n'a pas supporté d'être vaincue par le parti au pouvoir depuis 2005, le Cnnd-Fdd<sup>12</sup> qui s'est taillé la part du lion avec un score de 64%. Un rapport final de la Mission d'observation électorale de l'Union Européenne<sup>13</sup> dit ce qui suit : « *Il [le CNDD-FDD] se distancie avec tous les autres partis dont le plus méritant d'entre eux, le FNL, n'obtient que 14,15%. Viennent ensuite l'Uprona (6,25%), le Frodebu (5,43%), le MSD (3,75%), l'UPD (2,21%), le Frodebu Nyakuri (1,36%) et le CNDD (1,26%). [...] Une explication se trouve dans la multiplication des acteurs politiques visant plus ou moins le même électorat et donc un morcèlement des voix de l'opposition* ».

Ce processus électoral a pourtant été salué par tous les observateurs nationaux et internationaux qui ont qualifié les élections de 2010 de régulières et démocratiques tandis que le peuple burundais a reçu les félicitations du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, en déplacement au Burundi<sup>14</sup>. Cet échec n'a donc pas été supporté par ces « mauvais perdants qui ont réclamé un dialogue avec le parti vainqueur, le Cnnd-Fdd comme ils le font d'ailleurs aujourd'hui, entretenant sciemment le flou entre « dialogue » et « négociation ». Devant une fin de non recevoir, quelques uns ont donc préféré prendre le large et entamer une vaste campagne d'intimidation sur tout le territoire national afin de saboter le restant du processus électoral. Plusieurs permanences du Cnnd-Fdd ont été incendiées dans plusieurs provinces du pays, des grenades ont été lancées dans des lieux publics et privés faisant des morts et des blessés. En 2010, entre les élections communales de mai, la présidentielle de juin et les législatives de juillet on a dénombré 128 attaques à la grenade qui ont fait 11 morts et 69 blessés<sup>15</sup>.

---

<sup>10</sup> Commission Electorale Nationale Indépendante

<sup>11</sup> [http://ceniburundi.bi/IMG/pdf/rapport\\_general\\_sur\\_le\\_processus\\_electoral\\_de\\_2015-12.pdf](http://ceniburundi.bi/IMG/pdf/rapport_general_sur_le_processus_electoral_de_2015-12.pdf)

<sup>12</sup> Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces de Défense de la Démocratie, parti au pouvoir au Burundi

<sup>13</sup> [http://www.eueom.eu/files/pressreleases/other/final-report-burundi-2010\\_fr.pdf](http://www.eueom.eu/files/pressreleases/other/final-report-burundi-2010_fr.pdf)

<sup>14</sup> <http://bi.chineseembassy.org/fra/sgxw/t739096.htm>

<sup>15</sup> <https://www.hrw.org/fr/world-report/2011/country-chapters/259441>

Après les élections ces violences se sont poursuivies dans la province de Bujumbura communément appelée Rurale et ont fait plus d'une centaine de morts. Il a fallu que le Président Pierre Nkurunziza se lève personnellement et se rende dans cette province. Il y a prononcé un discours très fort et a donné, aux forces de défense et de sécurité, à l'administration territoriale ainsi qu'à la justice un ultimatum de deux mois pour que cette spirale de violences soit endiguée.

Ces machines à tuer ont donc été vaincues. Ceux qui n'ont pas été arrêtés ou tués ont fui vers la RDC voisine et d'autres vers la Tanzanie et ont organisé plusieurs attaques contre le Burundi qui ont été à chaque fois déjouées et plusieurs groupes de malfaiteurs démantelés, entre 2011 et fin 2014.

Certainement qu'en 2010 le Burundi a frôlé un risque grave de retour en guerre, se retrouvant de fait dans « *l'engrenage qui touche les pays sortant d'une guerre. Ceux-ci ont 50% de chances de replonger dans un conflit au cours des cinq années suivant les hostilités* » comme le dit si bien un rapport de l'OAG<sup>16,17</sup> s'appuyant sur les thèses de Paul Collier<sup>18</sup>. N'eût été la bonne gestion du contentieux électoral par le Gouvernement de Pierre Nkurunziza et la maturité politique du peuple burundais dans son ensemble, le pays allait replonger dans le chaos.

Certains politiciens de l'opposition comme un certain Alexis Sinduhije, Leader du MSD<sup>19</sup> étaient impliqués dans les recrutements, l'armement et l'encadrement de ces bandes armées et essayaient de « *convaincre les gouvernements régionaux et internationaux que les exactions et les actes de corruption commis par les autorités burundaises justifiaient une rébellion armée* » selon un rapport des Experts des Nations Unies sur la Région des Grands-Lacs<sup>20</sup>, publié le 29 novembre 2011.

La veille de la publication de ce rapport, un hebdomadaire burundais, le Journal Iwacu dans sa livraison du 28 novembre 2011, avait publié une interview exclusive de M. Alexis Sinduhije. A la question du journaliste Antoine Kaburahe qui lui demandait s'il pensait [aux élections] de 2015, M. Sinduhije a surpris : « *2015 ne peut pas être dans le schéma des perspectives politiques au Burundi. [...] Sauf s'il y a miracle, nous sommes embarqués dans un processus révolutionnaire d'au moins trois ans et donc, pas de place pour les élections* ». Il promettait même que cette révolution allait se mener « *avec gravité et responsabilité* » car selon Sinduhije, « *préserver les vies des civiles innocents* » devrait être une nécessité<sup>21</sup>.

Moins d'une semaine plus tard, c'est France 24 qui diffusait un reportage de Pauline Simonet sur une nouvelle rébellion au Burundi, le FRONABU<sup>22</sup> - Tabara dont la base arrière se trouvait au Sud Kivu de la RDC et qui viserait, curieusement, une

---

<sup>16</sup> Observatoire de l'Action Gouvernementale

<sup>17</sup> <http://arib.info/oag-analyse-contextuelle-26112010.PDF>

<sup>18</sup> Collier Paul, *Briser l'engrenage du conflit : guerre civile et politique de développement*, Rapport de la Banque Mondiale, New York : Oxford University Press, 2003.

<sup>19</sup> Mouvement pour la Solidarité et le Développement

<sup>20</sup> <http://ddata.over-blog.com/3/15/38/72//CONSEIL-DE-SECURITE.pdf>

<sup>21</sup> <http://iwacu-burundi.org/blogs/rolandrugero/files/2015/01/From-2011-28-11-170712.jpg>

<sup>22</sup> Front National pour la Révolution au Burundi

« Révolution » au Burundi<sup>23</sup>. Toutes les sources concordantes précisent que ce mouvement étouffé dans l'œuf appartenait à Alexis Sinduhije, à l'instar d'un autre qu'il lancera plus tard, en 2015, le FOREBU – Tabra.

Parallèlement, un autre groupe rebelle s'organisait dans la brousse de Milamila en Tanzanie. Il s'agit du FRD<sup>24</sup> – Abanyagihugu dirigé par un certain Kabirigi Pierre-Claver, qui lança sa première attaque au mois de novembre 2011<sup>25</sup>. Jusqu'au mois d'avril 2012 il était complètement défait et ses leaders, tués ou arrêtés.

Au mois de mai 2012 l'armée congolaise annonçait avoir abattu un autre important Chef rebelle du nom de Claver Nduwayezu, surnommé Carmel ou Mukono<sup>26</sup>. Ce dernier avait mené des incursions sanglantes dans les zones riveraines de la Rusizi au Burundi et en RDC. Il était accusé d'être à la tête du bain de sang de septembre 2011 à Gatumba (près de Bujumbura), lorsque 39 personnes au moins ont été savagement tuées.

En septembre de la même année, c'était le tour d'un certain Nzabampema, un dissident du FNL<sup>27</sup>, de déclarer la guerre contre le Gouvernement du Burundi, appelant toute la population à la résistance<sup>28</sup>. En 2013 il a multiplié des embuscades mais son mouvement a subi de lourdes pertes en hommes et en matériel qu'il s'est finalement retranché loin de la frontière, dans les profondeurs de l'Est de la RDC où, selon les informations à notre disposition, reste encore actif dans des actes de vols à main armée.

En 2013, sur appel du Président de la République qui demandait aux leaders de l'opposition en exil de rentrer pour préparer les élections de 2015, Alexis Sinduhije rentre en mars 2013 et annonce publiquement la couleur de son retour : organiser des manifestations, à l'instar du printemps arabe. Ce qui avait échoué par le truchement d'une rébellion armée allait donc être atteint par un soulèvement populaire, une révolution, selon cet opposant<sup>29</sup> qui multipliait des déplacements vers Kigali.

Une année, jour pour jour, le 8 mars 2014, M. Sinduhije organisa une insurrection populaire durant laquelle des éléments de la police furent séquestrés pendant plusieurs heures et désarmés, par des jeunes sous l'emprise de la drogue dont des enfants. Des activistes de la Société civile et des cadres de la CNIDH ont du intervenir pour récupérer ces armes et les remettre aux forces de l'ordre<sup>30</sup>. M. Sinduhije prit de nouveau le large et reste sous mandat d'arrêt international tandis que plusieurs dizaines de membres du MSD furent arrêtés et jugés.

Néanmoins, M. Sinduhije ne désarma point. Le 24 décembre 2014, dans son édition du matin, la Radio RPA<sup>31</sup> fondée par lui-même annonça que des jeunes burundais des

<sup>23</sup> <http://www.france24.com/fr/20111202-burundi-ombre-guerre-groupes-armes-rebellion-tutsi-Hutu-president-nkurunziza-reporter>

<sup>24</sup> Forces pour la Restauration de la Démocratie

<sup>25</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20111126-une-nouvelle-rebellion-burundi>

<sup>26</sup> <http://www.africa1.com/spip.php?article21464>

<sup>27</sup> Front National de Libération

<sup>28</sup> <https://wazaonline.com/fr/archive/declaration-de-guerre-contre-le-burundi-info-ou-intox>

<sup>29</sup> <https://www.youtube.com/watch?v=nmdlJjVMLws>

<sup>30</sup> [https://www.youtube.com/watch?v=k-sd3qzkiqU&list=UU3uSN\\_ifXSf8dB\\_HYZrS0jQ&index=76](https://www.youtube.com/watch?v=k-sd3qzkiqU&list=UU3uSN_ifXSf8dB_HYZrS0jQ&index=76)

<sup>31</sup> Radio Publique Africaine

partis d'opposition ont passé plusieurs jours à Kampala, en Ouganda, à la rencontre de M. Sinduhije pour y apprendre des stratégies et techniques de soulèvement populaire. Selon la même station radio, des consultants étrangers ont formé ces jeunes et ils ont élu M. Patrick Nkurunziza, du parti Frodebu, afin qu'il soit leur coordinateur sur terrain, au Burundi.

Une semaine plus tard, le 31 décembre 2014, le Burundi subit une attaque armée en provenance de l'Est de la RDC<sup>32</sup>, dans la province de Cibitoke. D'après les documents saisis et les témoignages de ceux qui ont été capturés vifs par l'armée burundaise, le but principal de cette attaque était d'empêcher la tenue des élections en 2015. Parmi ces combattants on note une présence remarquable d'enfants soldats et de membres du MSD.

En plus de tous ces actes de violences pour perturber ou arrêter le processus électoral de 2015, ajoutons les différentes manœuvres dilatoires de l'opposition burundaise qui ont démontré à suffisance que certains acteurs ne voulaient pas la tenue de ces élections, mais préféraient, à la place, un partage du pouvoir dans un gouvernement de transition.

C'est le cas, par exemple, de la carte d'identité biométrique. C'est un projet qui a été initié par le Gouvernement, en 2012, mais décrié par l'opposition qui disait que ce n'était qu'un moyen mis en place pour frauder les élections de 2015. Cependant, en décembre 2014, à quelques mois de la tenue des élections, la même opposition est sortie de ses gongs pour réclamer une carte d'identité biométrique, ce qui, selon ses arguments, empêcherait le parti au pouvoir de frauder les élections. Bien évidemment, ce n'était plus possible compte tenu des délais constitutionnels.

Ainsi donc, le soulèvement populaire d'avril 2015, la tentative de coup d'état de mai 2015 ainsi que les attaques armées ne constituent que le point de démultiplication de cette crise politico - sécuritaire qui était rampante que d'aucuns préfèrent, à tort, placer au lendemain du Congrès du Cndd-Fdd du 25 avril 2015, qui a désigné Pierre Nkurunziza comme son candidat à l'élection présidentielle de la même année. En effet, dès le lendemain, des jeunes répondant à l'appel d'une partie de la Société Civile burundaise et des politiciens de l'opposition radicale sont descendus dans la rue pour « *manifester contre le 3<sup>ème</sup> Mandat du Président Nkurunziza* », disait-on, ce qui n'était qu'un prétexte car le refus des élections avait commencé très longtemps avant.

On annonçait « *des manifestations pacifiques* » mais les Burundais, surtout les habitants de Bujumbura virent plutôt une insurrection. Des jeunes gens investirent les rues dès la matinée du 26 avril 2015, détruisirent des infrastructures publiques et brûlèrent des voitures de la Fonction Publique et d'autres institutions républicaines, bloquèrent les routes au moyen de barricades et pneus brûlés, s'en prirent à la police au moyen de pierres, de Cocktail Molotov, grenades et fusils d'assaut. Des quartiers furent réduits à se vider de leurs habitants incapables de se rendre au travail sans risque de se faire agresser alors que les enfants furent empêchés de se rendre aux cours, certains placés aux premières lignes lors de cette insurrection ; des maisons

---

<sup>32</sup> République Démocratique du Congo

appartenant aux policiers furent brûlées, les insurgés établirent des barrages et rançonnèrent les habitants, etc<sup>33</sup>.

Malgré cette insurrection à Bujumbura et le climat de peur qui ont gelé l'activité économique dans le pays, une grande majorité de la population burundaise garda le calme. Sur les 119 communes que comptait alors le Burundi, 116 restèrent en paix. Par contre, la contestation devint principalement une occasion d'une remise en cause violente de l'autorité publique, processus en crescendo qui allait aboutir au coup d'État (manqué) du 13 mai 2015.

Ainsi, d'avril à juillet 2015, sur un total de 245 personnes blessées lors de cette insurrection, 154 sont des policiers dont 2 amputés de jambes par grenade, alors qu'il Hutu a eu 71 civils blessés par les manifestants dont 49 par grenade. Sur les 92 personnes mortes, 52 personnes ont été tuées par ces manifestants violents (14 policiers, 1 militaire, 37 civils dont 10 par grenade).

Ces violences se sont intensifiées jusqu'à la création de milices urbaines<sup>34</sup> qui ont tenté d'arrêter le processus électoral en perturbant la sécurité, principalement à Bujumbura. De juin à la mi-décembre 2015, la capitale du Burundi a vécu sous des tirs plus ou moins nourris durant la nuit, des attaques à la grenade contre la police<sup>35</sup> ou des meurtres ciblés de membres des corps de défense et de sécurité. Le plus emblématique de ces meurtres est l'assassinat du Lieutenant-Général Adolphe Nshimirimana le 2 août 2015<sup>36</sup>, au nord de Bujumbura, suivi un mois plus tard d'une attaque contre le Chef d'État-Major de l'Armée burundaise<sup>37</sup> (Hutu) après l'assassinat d'un des prédécesseurs<sup>38</sup> à la retraite, le Colonel Jean Bikomagu (Tutsi). Ces assassinats qui ciblaient des personnes d'ethnies différentes avaient un but : semer le virus de la division et créer un schisme au sein de l'Armée nationale, pour que ces divisions soient récupérées par l'opposition radicale au travers des désertions. En attendant, la même opposition armait des jeunes<sup>39</sup> dans les mêmes quartiers où avaient sévi l'insurrection de mai et juin 2015.

Heureusement, l'engagement des forces de défense et de sécurité pour sauvegarder l'unité et la cohésion nationales ont prévalu sur ces calculs mesquins et divisionnistes. Ainsi, la Force de Défense Nationale et la Police Nationale du Burundi, composées de toutes les couches de la population burundaise (50 % Hutu, 50 % Tutsi, des Twa cooptés), ont permis à la vaste majorité des Burundais de garder la sérénité dans un contexte marqué par les peurs et les rumeurs, et de refuser l'offre d'une nouvelle guerre civile<sup>40</sup>.

---

33 <https://www.youtube.com/watch?v=dDFaM1jvd3I>

34 <http://www.reuters.com/article/us-burundi-unrest-idUSKBN0TC10E20151123>

35 <http://www.iwacu-burundi.org/?s=attaque+contre+police>

36 <http://www.iwacu-burundi.org/un-assassinat-eclair/>

37 <http://www.iwacu-burundi.org/le-chef-detat-major-general-echappe-a-un-attentat/>

38 <http://www.iwacu-burundi.org/alerte-lancien-chef-detat-major-le-colonel-jean-bikomagu-tue/>

39 <http://www.ibtimes.co.uk/burundi-you-are-young-must-fight-how-rebel-touts-manipulate-young-men-toward-armed-conflict-1514228>

40 <http://www.worldpolicy.org/blog/2015/12/09/civil-war-unlikely-burundi>

#### IV. LA CRISE BURUNDAISE : DES SCHEMAS D'ANALYSE ENDOGENES INCOMPLETS

Plusieurs analyses ont tenté de déceler les causes véritables de la crise burundaise, en l'attribuant uniquement à des facteurs de frustrations politiques et sociales des élites politiques et de la jeunesse burundaise. Ainsi, le Professeur André Guichaoua (Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne) écrit<sup>41</sup> : « *Plus profondément, la rupture générationnelle qui s'exprime alors illustre la désillusion des jeunes urbains et ruraux sans travail en ville ou condamnés à la survie sur des parcelles de terre étriquées. Confrontées à l'impuissance du nouveau régime à desserrer les contraintes économiques et offrir des perspectives d'avenir, elles refusent le retour à un ordre autoritaire qui ne cesse de restreindre les libertés individuelles et collectives et de renforcer l'encadrement des populations. La dimension politique de cette révolte se prolonge au travers d'une double exigence éthique de respect de la dignité des citoyens et de moralisation des élites au pouvoir. Des aspirations comprises voire partagées par tous, au-delà des ethnies et des régions d'origine, mais que ces élites ne peuvent ou refusent d'entendre.* »

Quoique juste sur des attentes de la jeunesse que le Gouvernement n'a pas pu combler souvent par manque de moyens, le Burundi étant confronté à beaucoup de défis, cette analyse oublie de souligner que la priorité première du gouvernement sur ces dix premières années était d'asseoir la stabilité institutionnelle au travers d'un processus d'autorégulation démocratique dont s'est approprié la population. Et le pas franchi sur ces dix dernières années est une première depuis l'indépendance du pays, en 1962<sup>42</sup>. Ce processus, qui demande du temps au risque de réveiller les démons d'un passé traumatique, est en passe d'être achevé avec le travail de la Commission Vérité et Réconciliation.

Le Burundi ne peut pas aspirer vivre la stabilité économique et la moralisation de la vie politique sans que les institutions chargées de ces missions soient viables et demeurent sous une menace constante de renversement de pouvoir comme l'a prouvé la tentative de putsch de mai 2015<sup>43</sup> ainsi que d'autres, au lendemain des élections de 2005 et celles de 2010.

C'est justement le coup d'État du 13 mai 2015 qui a fait comprendre à de nombreux burundais et amis du Burundi que la crise de 2015 n'était en rien « adossée à la contestation du 3ème mandat », mais rentrait dans le cadre d'un plan plus vaste de l'agression du Rwanda contre le Burundi et de l'ingérence dans les affaires intérieures de la part de certaines puissances occidentales, comme la Belgique.

---

41 <https://theconversation.com/heurs-et-malheurs-du-modele-burundais-53279>

42 Voir point 10 de ce Mémoire : « Les signes d'une stabilité renforcée à long terme »

43 <http://www.worldpolicy.org/blog/2015/07/15/understanding-crisis-burundi>

## V. FORMES DE L'AGRESSION RWANDAISE

### a. Agression armée

L'agression du Rwanda contre le Burundi s'est faite sous différentes formes, la plus visible étant au niveau militaire. Les enquêtes dans les camps de réfugiés burundais au Rwanda, notamment dans celui de Mahama, ont démontré que des jeunes burundais, et même des enfants, sont souvent enrôlés de force dans des unités de rébellion aux fins d'une infiltration au Burundi. Le rapport de l'organisation Refugees International a documenté en détail ces opérations de recrutement<sup>44</sup>, vérifiées ensuite par la presse (Al Jazeera<sup>45</sup>, Newsweek<sup>46</sup>, IBtimes<sup>47</sup>, RFI<sup>48</sup>), même si d'autres sources en avaient déjà parlé (Washington Post<sup>50</sup>, African Defense<sup>51</sup>, France24<sup>52</sup>).

Par ailleurs, l'administration burundaise a déjà signalé à plusieurs reprises les entraves des autorités rwandaises pour le retour des réfugiés burundais désireux de regagner leur patrie, avec des intimidations et de longues procédures administratives qui découragent plus d'un. En outre, il conviendra de souligner que la ministre des Affaires Étrangères du Rwanda a affirmé ce 30 janvier 2016 devant le Conseil Paix et Sécurité de l'Union Africaine que le Rwanda n'entendait pas extraditer les personnes recherchées par la justice burundaise pour participation dans la tentative de coup d'État du 13 mai 2015. Pourtant, dans le cadre de bon voisinage et du respect des traités régionaux en matière de coopération judiciaire et sécuritaire, le Gouvernement du Burundi a toujours réagi favorablement à toutes les demandes d'extradition des personnes jugées comme menace aux intérêts vitaux du Rwanda.

Par ailleurs, ces opérations de recrutement, d'enrôlement et de formation militaire de jeunes burundais, dont des enfants, ont d'ailleurs été dénoncées par l'Envoyé Spécial du Président des États-Unis d'Amérique dans la région des Grands Lacs africains, M. Thomas Perriello : « *Le Rwanda est parfaitement au courant de la volonté du gouvernement américain d'imposer des mesures dans les situations similaires à celles du M23. Nous avons exprimé un certain nombre d'inquiétudes publiquement et en privé à propos de la crise au Burundi. J'ai moi-même rencontré certains des anciens enfants-soldats burundais arrêtés ici en RDC. Et nous allons continuer de garder l'œil sur cette situation ...* »<sup>53</sup>

---

<sup>44</sup> <http://bit.ly/1O4n3Wm>

<sup>45</sup> <http://america.aljazeera.com/articles/2015/12/14/burundian-refugees-face-forced-recruitment-in-rwandan-camp.html>

<sup>46</sup> <http://europe.newsweek.com/burundi-refugees-recruited-rwanda-406039?rm=eu>

<sup>47</sup> <http://www.ibtimes.co.uk/burundi-children-refugee-camps-rwanda-recruited-soldiers-1533221>

<sup>48</sup> <http://www.ibtimes.co.uk/burundi-you-are-young-must-fight-how-rebel-touts-manipulate-young-men-toward-armed-conflict-1514228>

<sup>49</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20160105-infiltrations-rebelles-burundais-rdc-dixit-services-congolais>

<sup>50</sup> [https://www.washingtonpost.com/opinions/burundis-dangerous-neighbor/2015/11/18/298b1e88-8bbe-11e5-934c-a369c80822c2\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/opinions/burundis-dangerous-neighbor/2015/11/18/298b1e88-8bbe-11e5-934c-a369c80822c2_story.html)

<sup>51</sup> <http://www.african-defense.com/defense-news/rwanda-accused-of-recruiting-burundi-refugees-for-new-rebel-force/>

<sup>52</sup> <http://www.france24.com/fr/20151104-video-rwanda-burundi-rebelles-anti-nkurunziza-refugies-ingerence>

<sup>53</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20160126-rwanda-burundi-rdc-pense-envoye-special-america-tom-perriello>

Les forces de défense et de sécurité du Burundi (FDN<sup>54</sup> et PNB<sup>55</sup>) ont fait face à plusieurs agressions venues du Rwanda, dont les plus visibles sont :

Un groupe d'hommes armés venu du Rwanda a tenté d'attaquer la zone Rugazi, commune Kabarore dans la province de Kayanza, en dates du 10 et 11 juillet 2015. Le bilan de cette tentative d'attaque, qui visait à faire dérailler le processus électoral alors en cours, a coûté cher au groupe d'assaillants<sup>56</sup> : 31 parmi eux ont été tués, 170 hommes se sont rendus, d'autres capturés (*voir image*), 78 armes saisies avec 4 groupes électrogènes, 1 mortier 60 et 2 radios Motorola. Ceux qui ont été capturés affirment avoir été entraînés au Rwanda, avant de recevoir des armes des services de sécurité rwandais<sup>57</sup>.



Le 12 juillet 2015, à Muyinga dans la commune de Giteranyi, zone Ruzo, les forces de l'ordre ont saisi 60 fusils d'assaut de type Kalachnikov enterrés le long de la rivière Kagera qui coule en venant du Rwanda. Un mois plus tard, le 7 août 2015, sur la colline Masaka de la zone Gisenyi, dans la province Kirundo, une trentaine de fusils d'assaut de type Kalachnikov, 810 cartouches, 58 chargeurs et 52 bretelles ont été saisis sur un groupe d'hommes qui venaient attaquer le chef-lieu de Kirundo. Parmi eux, un ancien policier

burundais a admis devant la justice que leur unité avait été recrutée et formée dans le camp de réfugiés de Mahama, au Rwanda. Enrôlé sous les encouragements du Dr Jean Minani, un opposant réfugié à Kigali, chacun des assaillants devait recevoir 200.000 Fbu au terme de l'attaque à Kirundo.

Toutes ces armes saisies avait une caractéristique commune : elle n'étaient pas marquées, ce qui n'est pas le cas de l'arsenal militaire au Burundi. De nombreuses tenues de l'armée rwandaise ont été saisies lors des opérations de désarmement de la population, sur ces derniers mois, comme ici, à Mutakura (effets militaires saisis le 23 octobre 2015, *voir image*).

---

54 Force de Défense Nationale

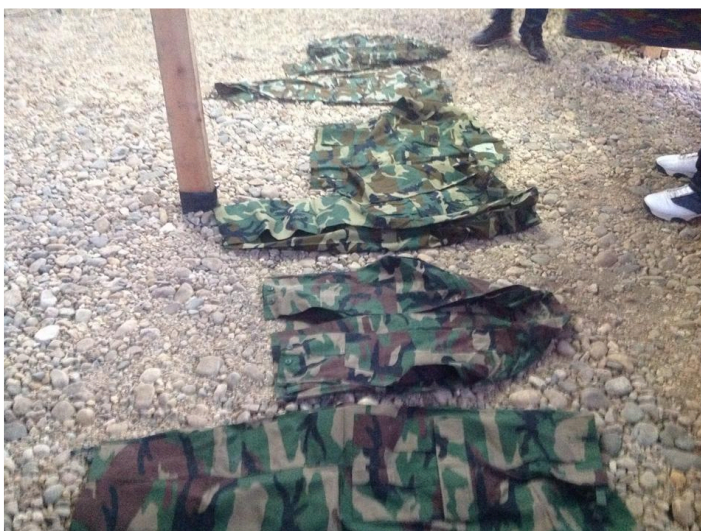
55 Police Nationale du Burundi

56 <http://www.mdnac.bi/fr/article/l%E2%80%99attaque-d%E2%80%99un-groupe-arm%C3%A9-dans-la-commune-kabarore>

57 <http://www.isanganiro.org/spip.php?article9448>

Une nouvelle attaque est survenue le 21 novembre 2015 sur le cabaret Top Hill, au chef-lieu de la province Kirundo, et visait à assassiner notamment le gouverneur et des responsables politiques proches du parti au pouvoir au Burundi. Les trois assaillants en action ont été désarmés par les forces de sécurité, avant d'avouer en audience publique qu'ils agissaient toujours sous l'instigation du Dr Jean Minani, qui est par ailleurs un ancien député élu à Kirundo, qui dirige actuellement la coalition CNARED<sup>58</sup>, qui regroupe en son sein les putschistes de mai 2015, les responsables de l'insurrection armée de 2015, les frondeurs du Cnnd-Fdd, ainsi que deux anciens présidents membres de l'opposition radicale.

Après les échecs successifs des différentes attaques menées avec des groupes venus directement du Rwanda, les services de renseignement rwandais ont décidé de changer d'itinéraire pour les recrues burundaises. En effet, les services de renseignement congolais ont alerté le Burundi dès octobre 2015 que des insurgés burundais allaient être infiltrés au Burundi à travers la frontière congolaise, avec de faux documents administratifs. Il n'a pas fallu longtemps pour que les enquêtes menées par la presse viennent étayer ces informations<sup>59</sup>. Ce réseau d'infiltration au Congo mis



sur pied par les services de renseignement militaire rwandais (DMI), est impliqué dans le convoyage de ces infiltrés burundais vers la frontière jusqu'à la rivière de la Rusizi, après leur avoir fourni de fausses cartes d'électeurs congolais.

Ainsi, le 12 janvier 2016, l'armée congolaise présentait à une délégation parlementaire congolaise une quarantaine d'infiltrés interceptés avec des cartes d'électeur congolaises afin de faciliter leur entrée au Burundi<sup>60</sup> (*voir images*). Les services de renseignement burundais en arrêteront pour leur part cinq alors déjà présents sur le territoire burundais.

---

<sup>58</sup> Conseil National pour le Respect de l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et de l'Etat de droit

<sup>59</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20160105-infiltrations-rebelles-burundais-rdc-dixit-services-congolais>

<sup>60</sup> <http://uviraonline.com/fizi-le-general-fariala-presente-les-infiltres-en-possession-des-cartes-delecteur-a-la-delegation-de-kin/>



Suite à ces arrestations, les services de sécurité burundais ont décidé de ne plus accueillir de ressortissant étranger qui présente la carte d'électeur congolaise comme identifiant administratif.

Plusieurs jeunes qui ont subi ces formations au Rwanda ont finalement brisé le silence. Certains ont été arrêtés et d'autres ont déposé les armes par leur propre volonté, se sont rendus à la police et ont accepté de parler à la presse locale et internationale. Des témoignages poignants avec des éléments probants sur la chaîne de recrutement, celle de commandement et les actes qu'ils devaient poser afin d'attirer de l'ostracisme sur le pouvoir de Bujumbura. Le phénomène de cadavres mutilés dans les rues de Bujumbura en 2015, l'assassinat ignoble des trois sœurs catholiques âgées en septembre 2014, l'incendie qui a détruit un supermarché chinois en septembre 2015, etc.



## b. Campagne de médisance

L'autre forme de l'agression rwandaise contre le Burundi est sur le plan médiatique. Par l'entremise de relais médiatiques sur les réseaux sociaux, la machine de propagande du gouvernement rwandais mène depuis plusieurs années une campagne soutenue visant à manipuler l'information sur le Burundi en faveur de l'opposition radicale.

Cette campagne de propagande est principalement axée sur deux lignes de communication, toutes tournant autour de l'idée d'une imminence d'un génocide au Burundi et d'un système décausé, incapable de bien gouverner le pays:

- \* *montrer que la crise qu'a connue le Burundi dans le courant des élections de 2015 est exclusivement le résultat d'une mauvaise gouvernance interne, et mettre en parallèle du coup les acquis économiques et sociaux du Rwanda.*

Ce processus de légitimation de la politique rwandaise post-1994 vise à conforter l'idée que le modèle de gestion politique burundais, qualifié de « tribaliste »<sup>61</sup>, ne profite pas à la population mais aux seules élites politiques, elles-mêmes corrompues. C'est dans ce sens d'ailleurs que s'inscrivaient les propos des dirigeants rwandais<sup>62</sup> à la veille du coup d'État du 13 mai 2015, clamant que « la population burundaise ne voulait plus du Président Nkurunziza »

- \* *montrer à l'opinion internationale que le Burundi est au bord d'un génocide anti-Tutsi, comme ce fut le cas au Rwanda en 1994.*

Ainsi, le président Paul Kagame n'a pas caché son parti-pris en foulant aux pieds les règles élémentaires de diplomatie, de réserve et de bon voisinage avec ces propos tenus en place publique le 6 novembre 2011 : « *Le Burundi, s'est vu couper les aides internationales à cause de sa mauvaise situation, une situation qui rappelle un peu celle qui a prévalu ici. Comment des dirigeants peuvent-ils s'autoriser à massacrer leur population du matin au soir ?* »

---

61 <http://www.theafricareport.com/Interview/what-i-dont-accept-is-interference-president-paul-kagame-rwanda.html>

62 [http://www.rtb.be/info/monde/detail\\_crise-au-burundi-le-president-rwandais-critique-l-attitude-de-nkurunziza?id=8976235](http://www.rtb.be/info/monde/detail_crise-au-burundi-le-president-rwandais-critique-l-attitude-de-nkurunziza?id=8976235)

Cette campagne de médisance et de calomnie a été menée avec l'aide de quatre principaux points focaux :

- \* **Au Burundi**, les messages alarmistes d'un génocide imminent ont été l'objet de relais des journalistes Teddy Mazina<sup>63</sup>,<sup>64</sup> et Innocent Muhozi<sup>65</sup>, tous de la Télévision Renaissance.
- \* **Au Rwanda** voisin, c'est principalement le journaliste Albert Rudatsimburwa<sup>66</sup>, directeur de la Radio Contact FM, très proche du FPR, qui se chargera d'assurer le relais des messages alarmistes et mensongers<sup>67</sup>, des rumeurs<sup>68</sup>, avec parfois des informations qui indiquent ses liens avec l'opposition radicale. Ainsi, il est le premier à annoncer la tentative de putsch du 13 mai 2015, sur Twitter.
- \* **En France**, ce réseau de communication s'appuie principalement sur l'écrivain David Gakunzi, président de l'organisation Paris Global Forum<sup>69</sup> et parrain de la Télévision Renaissance d'Innocent Muhozi<sup>70</sup>. Depuis les débuts de la crise, ses différentes interventions, que ce soit dans LeNouvelObs<sup>71</sup>, sur les réseaux sociaux<sup>72</sup>, dans le Huffingtonpost<sup>73</sup> à travers la voix de son ami Bernard-Henri Lévy<sup>74</sup>, ou ailleurs<sup>75</sup>, l'antienne est la même : un génocide anti-Tutsi s'installe au Burundi, semblable à celui de 1994 au Rwanda.
- \* **En Belgique**, le relais de communication est assuré par Me Bernard Maingain, qui compte parmi ses clients le parti MSD et la Radio Publique Africaine (RPA), tous créés par Alexis Sinduhije. Maître Maingain affirmait, sur la RTBF belge, être « *informé que les Imbonerakure ont été formés par des FDLR*<sup>76</sup>, *c'est-à-dire des anciens de l'idéologie génocidaire Hutu. Le Burundi va vers un "nouveau Rwanda" [de 1994]. Il y a un risque réel de massacre.* »<sup>77</sup> Il y a quelques semaines, il a induit en erreur la Rédaction de France 3<sup>78</sup>, en y faisant diffuser une vidéo de prétendues exactions dans la province Karusi par la jeunesse du

---

63 <https://twitter.com/teddymazina/status/661863780561866752>

64 <https://twitter.com/teddymazina/status/686859017994530816>

65 <http://info.arte.tv/fr/burundi-la-peur-dun-nouveau-genocide-en-afrique>

66 <https://twitter.com/albcontact/status/662191948674015233>

67 <https://twitter.com/albcontact/status/600995491397111808/photo/1>

68 <https://twitter.com/albcontact/status/598801891821285376>

69 <http://www.parisglobalforum.org/>

70 [http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/105/article\\_71896.asp](http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/105/article_71896.asp)

71 <http://rue89.nouvelobs.com/blog/rues-dafriques/2015/05/16/rwanda-1994-burundi-2015-234572>

72 <https://twitter.com/DavidGakunzi/status/694853036745834496>

73 [http://www.huffingtonpost.com/bernardhenri-levy/so-burundi-does-not-becom\\_b\\_7450414.html](http://www.huffingtonpost.com/bernardhenri-levy/so-burundi-does-not-becom_b_7450414.html)

74 <http://laregledujeu.org/auteurs/>

75 [http://www.opinion-internationale.com/2015/06/17/un-genocide-se-prepare-entretien-avec-david-gakunzi\\_35509.html](http://www.opinion-internationale.com/2015/06/17/un-genocide-se-prepare-entretien-avec-david-gakunzi_35509.html)

76 Front De Libération du Rwanda, Milice rwandaises créées par le parti MRND, parti du président Juvénal Habyarimana, au Rwanda

77 [http://www.rtbf.be/info/monde/detail\\_burundi-il-y-a-un-risque-reel-de-massacre-comme-au-rwanda?id=8981166](http://www.rtbf.be/info/monde/detail_burundi-il-y-a-un-risque-reel-de-massacre-comme-au-rwanda?id=8981166)

78 <http://www.jeanmarcmorandini.com/article-348208-france-3-diffuse-par-erreur-des-images-presentees-comme-ayant-ete-tournees-au-burundi.html>

Cnnd-Fdd. En réalité<sup>79</sup>, ces images remontaient à un mois auparavant, et avaient été prise dans une contrée dans laquelle on parlait le haoussa et non le kirundi. France 3 s'est excusé pour cette erreur<sup>80</sup>, le procédé de manipulation de Me Maingain ayant grandement choqué le peuple burundais dans son ensemble, le Gouvernement de la République du Burundi a porté plainte contre France 3.

Ayant mis en évidence ces connivences, il importe de retracer certaines affinités : David Gakunzi est un frère de M. Muhozi, tous deux oncles à Teddy Mazina et cousins d'Albert Rudatsimburwa. A cette famille burundo-rwandaise s'ajoute donc Me Bernard Maingain, dont il est utile de souligner qu'il défend notamment les intérêts du FPR<sup>81</sup> dans l'affaire de l'avion présidentiel rwandais abattu en 1994. Tous ces acteurs reviennent sur la même thématique qu'on retrouve dans les discours des dirigeants rwandais, à savoir l'imminence d'un génocide au Burundi.

Il importe, ici, d'indexer quelques personnes qui ont joué un rôle clé dans cette chaîne de manipulation de l'information :

- \* La Représentante américaine aux Nations Unies, *Samantha Power*, très zélée dans le dossier « Burundi » est une amie, de longue date, à Alexis Sinduhije. Des informations non vérifiées font état d'une fille qui serait née de ce couple d'anciens journalistes qui sont par ailleurs associés dans la mise en route de la Radio Publique Africaine<sup>82</sup>, une station radio qui a joué un très grand rôle dans la propagation de rumeurs qui ont fait fuir la population burundaise vers fin 2014, vers le Rwanda.
- \* L'ancien Secrétaire général de l'East African Community (EAC) *M. Richard Sezibera*, rwandais, a beaucoup manœuvré pour influencer des décisions de la Communauté dont fait partie le Burundi. Ayant échoué, il s'est tourné vers le Conseil Paix et Sécurité (CPS) de l'Union Africaine, par l'entremise de l'algérien *Ismail Chergui*, pour faire passer des décisions hâtives et irréfléchies afin de nuire à la souveraineté du Burundi et saboter le processus démocratique. La dernière en date étant celle de la tentative d'envoi d'une force de 5.000 soldats, la fameuse MAPROBU, avec comme prétexte la prévention d'un génocide qui serait en préparation par les autorités burundaises.

Il convient aussi de souligner que cette stratégie de déstabilisation par l'entremise de la communication s'appuie aussi sur un relais médiatique savamment mis en place par Kigali depuis plusieurs années.

Enfin, des procédés de manipulation des masses ont été aussi entrepris depuis pratiquement fin 2013 au travers des campagnes supervisées par les services de

---

79 <http://observers.france24.com/fr/20160114-erreur-france-3-images-massacre-burundi>

80 <http://www.ozap.com/actu/massacre-au-burundi-le-soir-3-s-excuse-pour-la-diffusion-d-une-video-amateur-a-l-origine-douteuse/487981>

81 <http://www.humanite.fr/monde/me-bernard-maingain-%C2%AB-un-dossier-longtemps-pollue-par-les-manipulations%C2%A0%C2%BB-487598>

82 [https://en.wikipedia.org/wiki/Alexis\\_Sinduhije](https://en.wikipedia.org/wiki/Alexis_Sinduhije)

renseignement rwandais, principalement avec les réseaux sociaux. Opérant dans un champ social où l'oralité occupe une place de base dans la gestion de l'information, des unités de fabrication des rumeurs ont fleuri depuis décembre 2013, jusque vers octobre 2015, inondant les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, etc) d'alertes au génocide et au massacre ethnique contre les Tutsi. Ces stratagèmes ont d'autant marché que la téléphonie mobile connaît une croissance fulgurante au Burundi, notamment dans la ruralité avec l'arrivée du 3G et des smartphones. De milliers de familles burundaises ont finalement fui cette situation de constante tension psychologique vers les pays limitrophes. Jusqu'à ce que l'opinion se rende compte de la fausseté de ces alertes, et que leur importance s'effondre.

Toujours dans le registre de la manipulation des masses, on notera la diffusion d'une prophétie religieuse par un rescapé Tutsi du génocide de 1994, juste avant l'entrée du Burundi dans la période électorale en avril 2015. Le prophète en question, Gakwaya Damascene<sup>83</sup>, un agent des services de renseignement rwandais, annonçait un génocide au Burundi (plus d'un million de morts dans le pays en 2015), avant que le pays ne soit pris par une rébellion menée par Léonard Nyangoma (Président - fondateur de la coalition CNARED<sup>84</sup>), et comprenant notamment Agathon Rwasa, Alexis Sinduhije, et l'appui de l'armée américaine. Diffusée dans un pays où la majeure partie de la population est croyante et chrétienne, avec la poussée du mouvement charismatique et des églises « born again », cette prophétie a grandement participé à nourrir la psychose d'une imminente guerre dans les populations urbaines, surtout à Bujumbura. Malheureusement, la réalité a progressivement démontré la fausseté des prophéties, qui s'appuyaient par ailleurs sur un schéma politique correspondant aux prévisions des services de renseignement rwandais. A savoir, la scission de l'armée du Burundi avec la candidature du Président Pierre Nkurunziza, suivie par le déclenchement de massacres inter-ethniques, et l'imposition d'un gouvernement de transition avec à la tête une formation politique dirigée par un opposant Hutu ayant une légitimité historique mais sans réel poids politique, donc facile à gérer. C'est d'ailleurs sur base de ce schéma que les opposants burundais réfugiés au Rwanda et en Belgique, malgré des idéologies totalement différentes, ont été poussés à former le CNARED avec à la tête Léonard Nyangoma.

---

83 <https://www.youtube.com/watch?v=w1rm39buSNg>

84 Conseil national pour le respect de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la réconciliation au Burundi, <http://www.iwacu-burundi.org/le-cnared-aujourd'hui-et-demain/>

## VI. LES ORIGINES ET LES RAISONS DE L'AGRESSION RWANDAISE

La partie émergée de l'iceberg est certainement le dossier des fameux corps du lac Rweru. Mi-juillet 2014, des riverains du lac Rweru, burundais et rwandais, ont annoncé avoir dénombé une quarantaine de corps humains sans vie, flottant, ligotés ou dans des sacs en jute qui venaient échouer dans le lac Rweru, charriés par la rivière Akagera qui trouve origine au Rwanda.

Quatre de ces corps ont été repêchés et enterrés sur le sol burundais, sans avoir été identifiés. Dans un point de presse, le Procureur général de la République du Burundi a fait connaître les résultats d'une enquête préliminaire à ce propos. Pour lui donc, c'était sûr et certain que ces cadavres venaient du Rwanda : « *Cela est corroboré par la géographie de l'endroit où ont été découverts ces cadavres, les rapports des différents services de sécurité, ceux des autorités administratives burundaises, les témoignages des Burundais et Rwandais agriculteurs et pêcheurs riverains de la rivière Akagera et du lac Rweru* » a-t-il dit<sup>85</sup>.

La police du Burundi n'ayant pas les moyens scientifiques d'identification de ces cadavres, le Gouvernement du Burundi a saisi l'Union africaine qui a répondu favorablement à la requête du Burundi quatre mois plus tard<sup>86</sup> au moment où le Rwanda continuait de refuser toute investigation, arguant que « *c'est un problème interne au Burundi* ». Au contraire, une mystérieuse tentative de « vol de ces cadavres » fut organisée par d'inconnus venus du Rwanda à bord de plusieurs bateaux à moteur, dans la nuit du 21 au 22 septembre 2014<sup>87</sup>.

Cet antécédent ne pouvait donc que fâcher le régime de Kigali qui, selon toute évidence, avait un intérêt à ce que la lumière ne soit pas faite. Tout porte à croire aussi qu'il a trouvé, à sa façon, un moyen de se venger contre le Burundi à travers une campagne de médisance et une volonté sans cesse accrue de pourfendre l'ordre constitutionnel établi au Burundi, basé sur un partage de pouvoir entre les principales ethnies burundaises, gage de la cohésion sociale.

Au regard des efforts, considérables, consentis par les services de renseignements rwandais pour diviser les services de sécurité burundais, au vu des procédés de déstabilisation des masses mis en branle depuis lors, nul ne peut plus douter de l'efficacité du « *remède Arusha* » aux violences sociales qui ont endeuillé le Burundi depuis l'indépendance.

En effet, malgré la pression psychologique subie par la société burundaise encore traumatisée par un passé proche violent, la population est restée très largement unie. La crise politique enclenchée par certains opposants en mal de stratégie électorale, et avec le soutien des services de renseignement rwandais est restée dans des termes politiques et n'a pas pris de dimension ethnique comme l'espéraient les autorités rwandaises. Ces dernières comptaient sur l'éruption de violences ethniques au Burundi

---

<sup>85</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20141014-procureur-burundi-cadavres-lac-rweru-proviennent-rwanda>

<sup>86</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20150310-burundi-rwanda-cadavres-lac-rweru-ua-pierre-nkurunziza-nkosazana-dlamini-zuma>

<sup>87</sup> <http://www.rfi.fr/afrique/20140923-lac-rweru-groupe-non-identifie-tente-voler-cadavres>

pour invoquer le concept de « *responsabilité de protéger* » (R2P<sup>88</sup>) et intervenir au travers de l'East African Standby Force (EASF) au motif de protéger la minorité Tutsi.

Heureusement, le génocide et les violences ethniques prévus au Burundi n'ont jamais eu lieu. En témoignent d'ailleurs, les propos des élus du peuple qui débattaient de la question en décembre dernier<sup>89</sup>, lors d'une session parlementaire retransmise en direct sur toutes les radios opérant au Burundi. Sans peur, après avoir décliné l'identité (ethnie, région), les députés et sénateurs burundais, Hutu, Tutsi et twa ont catégoriquement rappelé que la population burundaise dénonçait les manipulations politiciennes sur un hypothétique génocide au Burundi.

Ces violences ethniques ne reverront jamais le jour, d'ailleurs, grâce aux Accords d'Arusha, complétés par l'Accord Global de Cessez-le-feu de 2003<sup>90</sup> qui a accouché de la nouvelle structure des forces de défense et de sécurité du Burundi. En effet, le partage du pouvoir politique sur base de quotas ethniques<sup>91</sup> fait que toutes les composantes de la société burundaise se retrouvent dans les instances de prise de décision et de gestion de la sécurité. Or, comme le stipule l'Accord d'Arusha, les différents conflits burundais se sont nourris des méfiances réciproques entre les deux principales communautés ethniques, les Hutu et les Tutsi, « *sur fond de lutte de la classe politique pour accéder au pouvoir et/ou s'y maintenir* »<sup>92</sup>. En créant des forces de défense et de sécurité représentant toute la diversité de la composition démographique du Burundi, que ce soit au niveau ethnique et régional, avec des mécanismes de contrôle et de vérification en cas de besoin, l'Accord Global de Cessez-le-feu a permis de rétablir la paix<sup>93</sup> et la confiance dans la très grande majorité des cœurs des Burundais.

La crise politique de 2015 alimentée par les manœuvres rwandaises a démontré que le modèle de gestion politique par consensus hérité d'Arusha a uni le peuple burundais, malgré des mémoires blessées<sup>94</sup> et éclatées. Or, c'est justement cette étape qui effraie les dirigeants rwandais : la politique de gestion politique initiée par le FPR est basée sur une fausse négation des identités (car au fond tout le monde connaît l'ethnie de l'autre), et la mise en avant d'un socle matériel (progrès économique) qui gommerait progressivement les attaches identitaires. Parallèlement, ce processus s'accompagne d'un rappel sans cesse renouvelé du « *péché Hutu* » avec le génocide Tutsi de 1994, dans lequel finalement la responsabilité dans ce crime se transmet par filiation<sup>95</sup> : même si l'enfant Hutu né après 1994 n'a aucune responsabilité dans le génocide, il a le devoir de porter le poids de ce crime contre l'humanité puisqu'il a été commis en son nom (Politique « *Ndi Umunyarwanda* »).

Le processus de gestion de la société post-génocide au Rwanda s'accompagne d'un verrouillage des lectures possibles de l'histoire. Les mémoires sont réduites au silence,

---

88 Le Rwanda co-préside d'ailleurs le “Groupe d'Amis du R2P” au sein des Nations Unies

89 <https://www.youtube.com/watch?v=p7iez2x4h7k>

90 [http://www.mdnac.bi/sites/default/files/accord\\_global\\_de\\_cessez-le-feu\\_16.11.11.pdf](http://www.mdnac.bi/sites/default/files/accord_global_de_cessez-le-feu_16.11.11.pdf)

91 60 % pour les Hutu pour des postes politiques et 40 % pour les Tutsi, ainsi que 50 %-50 % dans l'armée et dans la police, en plus des Twa qui sont systématiquement coptés

92 <http://bnub.unmissions.org/Portals/bnub-french/accordardarusha.pdf>

93 [http://www.hdcentre.org/uploads/tx\\_news/42BurundiReportFrench.pdf](http://www.hdcentre.org/uploads/tx_news/42BurundiReportFrench.pdf)

94 [http://www.impunitywatch.org/docs/Burundi\\_Mem\\_Research\\_Report\\_FR.pdf](http://www.impunitywatch.org/docs/Burundi_Mem_Research_Report_FR.pdf)

95 <https://www.youtube.com/watch?v=QP9cppLRZrs>

mises au pas. Au Burundi, l'approche a été toute autre. L'accent a été mis sur un véritable partage des mémoires, des peurs, des expériences de toutes les composantes de la société burundaise. La mise en place de la Commission Vérité et Réconciliation, l'instauration des mécanismes de partage du pouvoir, la prééminence d'un modèle de gestion politique du pays par le dialogue sont des facteurs qui font qu'aucune vérité n'est exempte de critique. La société burundaise, et ses dirigeants sont alors en perpétuelle remise en question, ce qui alimente positivement la démocratie burundaise.

Le Burundi a fait le choix d'un modèle de gestion des violences sociales, une gestion basée sur l'institutionnalisation des identités (ethniques, régionales, genre) et un débat ouvert sur l'Histoire. Ce modèle-là est perçu comme un danger idéologique pour le pouvoir rwandais, qui tire principalement sa légitimité politique de la distorsion des mémoires collectives et individuelles, sous prétexte du génocide rwandais. Le Burundi a fait le choix d'une société ouverte sur son passé et son futur, le Rwanda l'inverse : et le passé, et le futur sont lus sous un angle dicté par ceux qui ont pris le pouvoir au lendemain du génocide de 1994. Au Burundi, le débat sur l'histoire est institutionnalisé et démocratique, au Rwanda il est tout fait, répété. Sauf que nos deux pays ont vécu des soubresauts sanglants de l'Histoire en vases communicants. Les massacres ethniques au Rwanda en 1959 ont nourri les tensions ethniques au Burundi jusqu'au génocide de 1972, ce qui a poussé plusieurs centaines de milliers de Hutu burundais à prendre le large, une grande partie se déversant sur le Rwanda qui était entre les mains d'une classe politique Hutu. Ces tensions ethniques au Rwanda ont également nourri la formation d'une rébellion Tutsi dont l'une des principales bases-barrières était le Burundi. Par conséquent, les Hutu burundais en exil au Rwanda formèrent des mouvements de rebellions, avec l'appui du gouvernement rwandais. Les leaders politiques burundais Hutu qui ont émergé au lendemain des élections de 1993 (dont les Présidents Melchior Ndadaye, Domitien Ndayizeye, Sylvestre Ntibantunganya, ...) avaient évolué pour la plupart au Rwanda, etc.

Laisser éclater un processus de Vérité et de Réconciliation au Burundi, aux portes du Rwanda, avec ces témoignages croisés, complexes, qui n'hésiteront pas de s'emparer des vécus burundais mais aussi rwandais tant les liens entre les familles, les communautés sont mêlées entre les deux pays, laisser donc éclore cet élan, loin de la lecture unilinéaire imposée sur le Rwanda par le FPR constitue un grave danger pour le pouvoir rwandais. Le débat sur l'Histoire du Burundi sera aussi, par ricochet, celui sur l'Histoire du Rwanda (qui n'a jamais eu lieu). Des mensonges risquent d'être défaits, de part et d'autre de la frontière burundo-rwandaise : voilà la peur du FPR de Paul Kagame. La remise en question de la version officielle de l'histoire rwandaise ne peut se faire sans toucher à la légitimité historique qui fonde le pouvoir de l'actuel leadership rwandais. Contrairement au Burundi, où la contradiction et la remise en question sont des acquis démocratiques reconnus et établis depuis une dizaine d'années.

## VII. La réponse du Burundi à l'agression rwandaise

L'agression du Burundi par le Rwanda est un cas parmi d'autres d'un leadership politique qui tient peu à cœur le respect de la souveraineté des pays voisins, pour peu que ses intérêts soient en jeu. Le cas le plus emblématique est la République Démocratique du Congo<sup>96</sup>, qui a subi les agressions du Rwanda depuis une vingtaine d'années.

Suite aux accusations plusieurs fois répétées par les autorités rwandaises d'une présence d'Interahamwe<sup>97</sup> et FDLR<sup>98</sup> au Burundi, le gouvernement burundais a accepté que la CIRGL<sup>99</sup> envoie une mission d'enquête militaire pour vérifier l'exactitude de ces allégations. Les résultats des enquêtes ont été négatifs.

Par contre, dès août 2015, la demande du gouvernement burundais, pour une enquête menée dans le cadre régional sur l'implication rwandaise dans la formation militaire et l'armement des réfugiés et citoyens ordinaires burundais, s'est heurtée au refus catégorique des autorités rwandaises. Pourtant, les évidences continuent à être fournies. En témoigne le dernier rapport<sup>100</sup> des experts de l'ONU sur le soutien de l'armée et des services de renseignement rwandais à l'opposition radicale burundaise afin de renverser les institutions burundaises. En attendant une réaction ferme de la Communauté Internationale aux demandes du Burundi, le gouvernement soutient que la solution à la crise actuelle ne peut venir que d'un dialogue interburundais franc et inclusif, lequel aboutira à **un pacte sur la démocratie**, un instrument qui viendra s'ajouter à la Charte de l'Unité nationale adoptée par référendum le 5 février 1991, à l'Accord d'Arusha de 2000 et à l'Accord Global de Cessez-le-feu de 2003.

Les burundais ont besoin de cet instrument pour renforcer leur démocratie et mettre un terme à la spirale de violences qui accompagnent chaque processus électoral depuis 1961, lorsque le pays était encore en quête de son indépendance.

---

96 [http://www.droitcongolais.info/files/Rapport-final\\_Groupe-d-experts-du-Conseil-de-securite-de-l-ONU--Nov.-2012-.pdf](http://www.droitcongolais.info/files/Rapport-final_Groupe-d-experts-du-Conseil-de-securite-de-l-ONU--Nov.-2012-.pdf)

97 Milice rwandaise créée par le MRND, parti du président Juvénal Habyarimana, au Rwanda

98 Forces démocratiques de libération du Rwanda

99 Conférence Internationale sur la Région des Grands-Lacs

100 <https://assets.documentcloud.org/documents/2704241/UN-Burundi.pdf>

## VIII. CONCLUSION

La paix et la sécurité sont rétablies sur tout le territoire national malgré quelques défis à surmonter, des actes de terrorisme commis d'une manière sporadique mais qui ne peuvent pas faire chanceler la détermination du Gouvernement à combattre le terrorisme sous toutes ses formes, au Burundi et à l'étranger.

Toutefois, il existe de nombreuses preuves qui prouvent que la crise sécuritaire qu'a traversé le Burundi était principalement alimentée par le Rwanda, dans l'espoir d'arrêter le processus de Vérité et de Réconciliation dans lequel le peuple burundais est engagé. Ce processus constitue une menace idéologique majeure pour le pouvoir de Kigali : les témoignages des Burundais, Hutu, Tutsi et twa, apporteront non seulement la lumière sur l'Histoire du Burundi, mais aussi celle du Rwanda, avec le grand risque de contredire la version établie par la machine de propagande du FPR. Pour empêcher que le Burundi n'entre dans ce processus, l'armée et les services de renseignement rwandais ont tout fait pour que le Burundi ne se dote pas de nouvelles institutions démocratiquement élues par le peuple, en 2015. Après l'échec de la tentative de déstabilisation du processus électoral et des institutions démocratiquement élues à travers un putsch, les efforts se sont portés sur le soutien à la formation d'une insurrection urbaine afin de déstabiliser la vie dans la capitale burundaise, et alimenter la scission de l'armée. Ce plan a aussi échoué. Par ailleurs, les massacres ethniques qu'espéraient les autorités rwandaises au Burundi n'ont jamais eu lieu. Grâce au processus de réconciliation enclenché depuis une dizaine d'années de la base au sommet à travers toutes les entités sociales et politiques du pays, la population burundaise s'est révélée beaucoup plus mûre que ne le pensaient les promoteurs d'un « génocide au Burundi ». La Communauté internationale est appelée à soutenir ce processus de vérité et de réconciliation, qui sera parachevé par le travail de la CVR. La vérité de l'Histoire nourrit la vie des nations en leur montrant leurs défaillances et leurs grandeurs. C'est en réconciliant les mémoires blessées des Burundais que le Burundi pourra se projeter sereinement dans son futur.